

F. 91 — 1238 (91 — 929)

**21 MARS 1991. — Loi modifiant l'article 143
de la nouvelle loi communale**

Dans le *Moniteur belge* n° 73 du 13 avril 1991, page 7 735, l'intitulé de la loi précitée doit se lire comme indiqué ci-dessus.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

F. 91 — 1239

**Convention portant création d'un Conseil de Coopération douanière, et Annexe, faites à Bruxelles le 15 décembre 1950 (1) —
Adhésion par l'Union de Myanmar**

Le 25 mars 1991 a été déposé auprès du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de Belgique, l'instrument d'adhésion de l'Union de Myanmar concernant les actes précités.

Conformément à son article XVIII (c), la Convention et son Annexe sont entrées en vigueur à l'égard de l'Union de Myanmar à la date du dépôt de l'instrument d'adhésion, à savoir le 25 mars 1991.

(1) Voir *Moniteur belge* du 31 décembre 1952.

N. 91 — 1238 (91 — 929)

**21 MAART 1991. — Wet tot wijziging van artikel 143
van de nieuwe gemeentewet**

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 73 van 13 april 1991, bladzijde 7 735, dient het opschrift van de voornoemde wet gelezen te worden zoals hierboven vermeld.

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 91 — 1239

**Verdrag houdende oprichting van een Internationale Douaneraad,
en Bijlage, opgemaakt te Brussel op 15 december 1950 (1) —
Toetreding door de Unie van Myanmar**

Op 25 maart 1991 werd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van België de toetredingsoorkunde van de Unie van Myanmar betreffende bovengenoemde akten neergelegd.

Overeenkomstig artikel XVIII (c) van het Verdrag, zijn het Verdrag en zijn Bijlage voor de Unie van Myanmar in werking getreden op de dag van de nederlegging van de toetredingsoorkunde, te weten op 25 maart 1991.

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1952.

F. 91 — 1240

**24 AVRIL 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du
25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires
étrangères et du Commerce extérieur**

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, notamment l'article 43, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1973 et 11 janvier 1975; l'article 46, § 1er, alinéa 1er, modifié par les arrêtés royaux des 23 septembre 1975 et 31 décembre 1975; les articles 48 à 51, modifiés par les arrêtés royaux des 24 mars 1961, 11 janvier 1975, 28 juin 1983 et 10 juin 1987; l'article 52, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1987; l'article 52bis, inséré par l'arrêté royal du 10 juillet 1987 et l'article 53, modifié par l'arrêté royal du 24 mars 1961;

Vu le protocole du Comité du Secteur I, daté du 11 février 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 43 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1973 et 11 janvier 1975, le mot « cinquième » est remplacé par le mot « sixième ».

Art. 2. Dans l'article 46, § 1er, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 23 septembre 1975 et 31 décembre 1975, le mot « cinquième » est remplacé par le mot « sixième ».

Art. 3. La section 2 du chapitre III du même arrêté, comprenant les articles 48 à 51, modifiés par les arrêtés royaux des 24 mars 1961, 11 janvier 1975, 28 juin 1983 et 10 juin 1987, est remplacée par les dispositions suivantes :

« Section 2. — Hiérarchie et promotions

Article 48. Les agents de la carrière de Chancellerie sont rangés en six classes administratives.

N. 91 — 1240

**24 APRIL 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk
besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der
personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en
Buitenlandse Handel**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, inzonderheid op artikel 43, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1973 en 11 januari 1975; op artikel 48, § 1, eerste lid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 september 1975 en 31 december 1975; op de artikelen 48 tot 51, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 maart 1961, 11 januari 1975, 28 juni 1983 en 10 juni 1987; op artikel 52, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1987; op artikel 52bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 juli 1987 en op artikel 53, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 maart 1961;

Gelet op het protocol van het Sectorcomité I, van 11 februari 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 43 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1973 en 11 januari 1975, wordt het woord « vijfde » vervangen door het woord « zesde ».

Art. 2. In artikel 46, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 september 1975 en 31 december 1975, wordt het woord « vijfde » vervangen door het woord « zesde ».

Art. 3. Afdeling 2 van hoofdstuk III van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 48 tot 51, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 maart 1961, 11 januari 1975, 28 juni 1983 en 10 juni 1987, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Afdeling 2. — Hiërarchie en bevorderingen

Artikel 48. De ambtenaren van de Kanselarijcarrière worden in zes administratieve klassen ingedeeld.

Les agents de la première, de la deuxième et de la troisième classe appartiennent au niveau 1 des agents de l'Etat.

Les agents de la quatrième, de la cinquième et de la sixième classe appartiennent au niveau 2 des agents de l'Etat.

Article 49. § 1^{er}. Les agents des quatrième, cinquième et sixième classes administratives, qui comptent dans la carrière de Chancellerie une ancienneté de niveau de quatre années, peuvent participer à un examen de promotion en vue de l'accession à la troisième classe administrative.

Le calcul de l'ancienneté de niveau s'effectue à partir de la date à laquelle a débuté le stage.

Le programme de l'examen est établi par le Ministre des Affaires étrangères sur avis du Secrétaire permanent au recrutement, en tenant compte particulièrement de la nature des fonctions exercées par ces agents.

En cas d'échec, ces agents peuvent se représenter à une session d'examen ultérieure.

Si l'examen consiste en une épreuve générale écrite de maturité et en une épreuve orale sur la formation générale et sur des matières déterminées, l'agent qui a réussi l'épreuve générale mais qui n'a pas satisfait à l'épreuve orale est, à sa demande, dispensé de l'épreuve générale si, par la suite, il participe à nouveau à un concours d'accession à la troisième classe.

Les lauréats sont ceux qui ont obtenu le minimum des points requis; ils sont classés selon le nombre de points qu'ils ont obtenus à l'épreuve orale; à nombre de points égal la priorité est donnée aux candidats qui, à la date limite d'inscriptions, avaient la plus grande ancienneté de niveau dans la carrière de Chancellerie, puis de service et enfin aux plus âgées.

Ils peuvent, dans l'ordre de ce classement, être promus à la troisième classe.

§ 2. Les agents de la cinquième classe administrative, qui comptent dans la carrière de Chancellerie, une ancienneté de niveau de neuf années, peuvent être promus à la quatrième classe administrative.

Le calcul de l'ancienneté de niveau s'effectue à partir de la date à laquelle a débuté le stage.

§ 3. Les agents de la sixième classe administrative, qui comptent une ancienneté de grade de trois années, peuvent être promus à la cinquième classe administrative.

Le calcul de l'ancienneté de grade s'effectue à partir de la date à laquelle a débuté le stage.

Article 50. Les agents de la troisième classe administrative, qui comptent au moins trois années d'ancienneté de grade, peuvent être promus à la deuxième classe administrative.

Article 50 bis. Les agents de la deuxième classe administrative qui comptent dans le niveau 1 de la carrière de Chancellerie une ancienneté de neuf ans et qui, à partir de la date à laquelle a débuté le stage dans cette carrière, ont rempli pendant neuf ans des fonctions dans une mission diplomatique ou un poste consulaire, peuvent être promus à la première classe administrative.

Le calcul prend en considération la date d'arrivée à la mission ou au poste et la date du départ définitif du lieu d'affectation; il n'est pas tenu compte des fractions d'un mois.

Article 51. A l'Administration centrale, les agents de la carrière de Chancellerie portent le titre qui correspond à leur classe administrative, conformément à l'annexe du présent statut. »

Art. 4. Dans l'article 52, § 2, 2^o, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 juin 1987, les mots « l'une des deux classes supérieures » sont remplacés par les mots « l'une des trois classes supérieures ».

Art. 5. L'article 52 bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 10 juin 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 52 bis. § 1^{er}. S'il y a lieu à promotion à la première, à la deuxième, à la quatrième ou à la cinquième classe, le Conseil de direction fait au Ministre des Affaires étrangères, des propositions fondées sur la valeur et l'aptitude des agents. »

Art. 6. L'article 53 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 24 mars 1961, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 53. Si les nécessités du service le permettent, le Ministre des Affaires étrangères peut, à leur demande et sur avis favorable du Conseil de direction, institué pour les agents de la carrière du

De ambtenaren van de eerste, tweede en derde klasse behoren tot het niveau 1 van het Rijkspersoneel.

De ambtenaren van de vierde, vijfde en zesde klasse behoren tot het niveau 2 van het Rijkspersoneel.

Artikel 49. § 1. De ambtenaren van de vierde, vijfde en zesde administratieve klassen, die in de Kanselarijcarrière een niveauancienniteit tellen van vier jaar, mogen deelnemen aan een examen voor overgang naar de derde administratieve klasse.

De niveauancienniteit wordt gerekend vanaf het begin van de proeftijd.

Het programma van het examen wordt vastgesteld door de Minister van Buitenlandse Zaken op advies van de Vaste Wervingssecretaris, waarbij in het bijzonder rekening wordt gehouden met de aard van de functies uitgeoefend door deze ambtenaren.

Zijn die ambtenaren gezakt dan mogen zij zich bij een latere examenzitting opnieuw aanmelden.

Indien het examen bestaat uit een schriftelijk algemeen maturiteitsgedeelte en uit een mondeling gedeelte over de algemene vorming en over bepaalde vakken, wordt de ambtenaar die geslaagd is voor het algemeen gedeelte doch niet geslaagd is voor het mondelinge gedeelte, op zijn verzoek, van het algemeen gedeelte vrijgesteld wanneer hij later opnieuw deelneemt aan een examen voor overgang naar de derde klasse.

Geslaagd zijn diegenen die het vereiste minimumcijfer hebben behaald; zij worden gerangschikt volgens het cijfer dat zij voor het mondelinge gedeelte hebben behaald; in het geval gegadigden een gelijk cijfer hebben behaald, wordt de voorrang gegeven aan diegenen die op de uiterste inschrijvingsdatum de grootste niveauancienniteit in de Kanselarij telden, vervolgens aan degenen die de grootste dienstancienniteit telden en ten slotte aan de oudsten.

Zij kunnen in de volgorde van deze rangschikking tot de derde klasse worden bevorderd.

§ 2. De ambtenaren van de vijfde administratieve klasse die in de Kanselarijcarrière een niveauancienniteit tellen van negen jaar, kunnen worden bevorderd tot de vierde administratieve klasse.

De ancienniteit wordt gerekend vanaf het begin van de proeftijd.

§ 3. De ambtenaren van de zesde administratieve klasse die een graadancienniteit tellen van ten minste drie jaar, kunnen worden bevorderd tot de vijfde administratieve klasse.

De graadancienniteit wordt gerekend vanaf het begin van de proeftijd.

Artikel 50. De ambtenaren van de derde administratieve klasse die een graadancienniteit van ten minste drie jaar tellen, kunnen worden bevorderd tot de tweede administratieve klasse.

Artikel 50 bis. De ambtenaren van de tweede administratieve klasse die in niveau 1 van de Kanselarijcarrière een ancienniteit tellen van negen jaar en die vanaf het begin van de proeftijd in die carrière gedurende negen jaar functies hebben uitgeoefend bij een diplomatieke zending of een consulaire post, kunnen worden bevorderd tot de eerste administratieve klasse.

De berekening neemt de aankomstdatum op de zending of de post in aanmerking en de datum waarop de standplaats definitief is verlaten; met gedeelten van een maand wordt geen rekening gehouden.

Artikel 51. Bij het Hoofdbestuur voeren de ambtenaren van de Kanselarijcarrière de titel die overeenstemt met hun administratieve klasse, overeenkomstig bijlage bij dit statuut. »

Art. 4. In artikel 52, § 2, 2^o, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juni 1987, worden de woorden « één der twee hogere klassen » vervangen door de woorden « één der drie hogere klassen ».

Art. 5. Artikel 52 bis, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 juni 1987, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 52 bis. § 1. Is er aanleiding tot bevordering tot de eerste, de tweede, de vierde of de vijfde klasse, dan doet de Directieraad aan de Minister van Buitenlandse Zaken voorstellen op grond van de waarde en geschiktheid van de ambtenaren. »

Art. 6. Artikel 53 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 maart 1961, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 53. Indien de dienst het toelaat, kan de Minister van Buitenlandse Zaken, op gunstig advies van de Directieraad, ingesteld voor de ambtenaren van de carrière Buitenlandse Dienst en van de

Service extérieur et de la carrière de Chancellerie, transférer les agents de la troisième classe dans la carrière de l'Administration centrale, avec le grade de secrétaire d'administration. »

Art. 7. L'annexe relative à la correspondance entre les classes administratives de la carrière de Chancellerie et le titre des agents relevant de ces classes, insérée dans le même arrêté par l'arrêté royal du 10 juin 1987, est remplacée comme suit :

- * 1re classe : Directeur de Chancellerie.
- 2e classe : Directeur adjoint de Chancellerie.
- 3e classe : Chef de bureau de Chancellerie.
- 4e classe : Chef administratif de Chancellerie.
- 5e classe : Sous-chef de bureau de Chancellerie.
- 6e classe : Rédacteur de Chancellerie. »

Dispositions transitoires et finales

Art. 8. Les agents appartenant aux première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième classes administratives, au moment de l'entrée en vigueur de cet arrêté, sont classés respectivement dans la deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième classe.

Ils conservent dans ces classes l'ancienneté de grade acquise antérieurement.

Art. 9. Les agents qui portent le titre de directeur de Chancellerie au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le conservent.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mai 1991.

Art. 11. Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 avril 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
M. EYSKENS

Kanselarijcarrière, ambtenaren van de derde administratieve klasse op hun verzoek naar de carrière Hoofdbestuur overplaatsen, met de graad van bestuurssecretaris. »

Art. 7. De bijlage betreffende de overeenstemming tussen de administratieve klassen van de Kanselarijcarrière en de titel van de ambtenaren behorend tot deze klassen, in hetzelfde besluit ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 juni 1987, wordt vervangen als volgt :

- * 1e klasse : Kanselarijdirecteur.
- 2e klasse : Adjunct-Kanselarijdirecteur.
- 3e klasse : Kanselarijbureauchef.
- 4e klasse : Kanselarijbestuurschef.
- 5e klasse : Kanselarijonderbureauchef.
- 6e klasse : Kanselarijopsteller. »

Overgangs- en slotbepalingen

Art. 8. De ambtenaren die tot de eerste, tweede, derde, vierde en vijfde administratieve klasse behoren bij de inwerkingtreding van dit besluit worden respectievelijk in de tweede, derde, vierde, vijfde en zesde administratieve klasse gerangschikt.

Zij behouden in deze klassen de reeds verkregen graadancienniteit.

Art. 9. De ambtenaren die bij de inwerkingtreding van dit besluit de titel dragen van Kanselarijdirecteur, blijven deze behouden.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 1991.

Art. 11. Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 april 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
M. EYSKENS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET L'ENVIRONNEMENT

F. 91 — 1241

22 AVRIL 1991. — Arrêté ministériel déterminant le mode de liquidation de l'Etat dans le prix d'hébergement des maisons de soins psychiatriques

Le Ministre de la Santé publique et l'Environnement,

Vu la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins, modifiée par la loi du 8 août 1980, l'arrêté royal n° 59 du 22 juillet 1982 et la loi du 20 juillet 1990, notamment l'article 5, § 5;

Vu l'arrêté royal du 2 janvier 1991 fixant les règles selon lesquelles une partie du prix d'hébergement des maisons des soins psychiatriques est mise à charge de l'Etat, notamment l'article 4;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1989, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la sécurité juridique impose que les organismes assureurs soient informés sans tarder des modalités de paiement de l'intervention de l'Etat dans le prix d'hébergement des maisons de soins psychiatriques,

Arrête :

Article 1er. L'Etat verse aux organismes assureurs le montant de son intervention à liquider en application des articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 2 janvier 1991 fixant les règles selon lesquelles une partie du prix d'hébergement des maisons de soins psychiatriques est mise à charge de l'Etat, sur présentation de relevés trimestriels transmis au Ministère de la Santé publique et de l'Environnement, Administration des Etablissements de Soins et en indiquant par maison de soins psychiatriques le nombre de journées qui donnent lieu au paiement d'une part de leur intervention propre et d'autre part de l'intervention de l'Etat.

MINISTÈRE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 91 — 1241

22 APRIL 1991. — Ministerieel besluit tot bepaling van de wijze waarop de tegemoetkoming van de Staat in de opnemingsprijs van de psychiatrische verzorgingstehuizen wordt uitbetaald

De Minister van Volksgezondheid en Leefmilieu,

Gelet op de wet van 27 juni 1987 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1980, het koninklijk besluit nr. 59 van 22 juli 1982 en de wet van 20 juli 1990, inzonderheid op artikel 5, § 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 januari 1991 houdende vaststelling van de regelen volgens welke een gedeelte van de opnemingsprijs in psychiatrische verzorgingstehuizen ten laste van de Staat wordt gelegd, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1989, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de rechtszekerheid gebiedt dat de verzekeringsinstellingen zonder verwijl in kennis worden gesteld van de betalingsmodaliteiten van de staats tegemoetkoming in de opnemingsprijs van de psychiatrische verzorgingstehuizen,

Besluit :

Artikel 1. De Staat keert aan de verzekeringsinstellingen het bedrag van de tegemoetkoming uit, die wordt uitbetaald bij toepassing van de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 houdende vaststelling van de regelen volgens welke een gedeelte van de opnemingsprijs in psychiatrische verzorgingstehuizen ten laste van de Staat wordt gelegd, na voorlegging van trimestriële overzichten aan het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu, Bestuursafdeling van de verzorgingsinstellingen, met vermelding, per psychiatrisch verzorgingstehuis, van het aantal dagen dat aanleiding geeft tot betaling van enerzijds hun eigen tegemoetkoming en anderzijds de Staatstegemoetkoming.